

gements à signaler dans la situation. Les forces nationalistes chinoises restent en possession des îles au large du continent, ou au moins d'une des deux îles; il est douteux qu'elles continuent à posséder l'autre île, celle d'Haïnan.

En Indo-Chine, point décisif de l'extrême Orient, il semble que la situation n'ait guère changé au cours du dernier ou des deux derniers mois. Disons qu'elle est stationnaire, mais ce n'est pas à dire qu'elle soit très encourageante.

Quant aux travaux accomplis par les Nations Unies depuis notre dernière réunion, je n'ai pas grand chose à signaler. Le Conseil de sécurité s'est réuni, mais en l'absence des délégués de l'URSS, ce qui a réduit très fortement la valeur de ses travaux, bien entendu. Les représentants de l'URSS ont quitté toutes les institutions des Nations Unies, presque toutes celles qui se sont réunies depuis que leur pays a reconnu le gouvernement communiste chinois et il y a très peu de raisons de croire qu'ils y reviendront avant que ces institutions aient reconnu les délégués de la Chine communiste comme représentants de la Chine. Ils ont fait des déclarations très franches à ce sujet et je suppose qu'ils se borneront à s'absenter jusqu'à ce que les représentants chinois soient remplacés par des communistes; tant qu'ils restent absents, une institution du genre du Conseil de sécurité est presque paralysée dans son activité. Je ne sais pas combien de temps cette absence durera. Les communistes chinois forment presque la majorité des membres de plusieurs institutions des Nations Unies et il pourrait arriver prochainement qu'une de ces institutions admette dans son sein un représentant communiste chinois. J'ignore ce qui se passera alors. C'est là une situation déplorable, mais nous ne pouvons guère y remédier aussi longtemps que les Russes agiront comme ils le font.

Je pourrais traiter de nombre d'autres sujets. Nos relations au sein du Commonwealth sont favorables. La conférence du Commonwealth tenue à Colombo, dont j'ai parlé, sera suivie d'une autre conférence tenue à Canberra en mai. Je remarque, si la chose vaut la peine d'être relevée, qu'un journal australien a trouvé, paraît-il, à redire au sujet du représentant canadien qui se rendra à cette conférence du comité du Commonwealth à Canberra. Il est inutile à mon avis de prendre la chose très au sérieux. Notre représentant, M. Mayhew, ira à Canberra, non pas à titre de ministre des Pêcheries, mais de représentant du Cabinet dont il fait partie, de membre de la conférence de Colombo préparatoire à celle de Canberra, et aussi de représentant de la Province de Colombie-Britannique, qui prend un intérêt fort naturel aux questions relatives au Pacifique.

Nos relations avec les États-Unis sont aussi bonnes que d'habitude. Au cours du dernier semestre, nous avons eu quelques démêlés avec ce pays ou plutôt simplement quelques affaires particulières à arranger. Comme il arrive toujours ou presque toujours au cours de nos relations avec notre pays voisin, nos divergences d'opinions aboutissent, semble-t-il, à des accommodements raisonnables, et c'est ce qui est arrivé dans les cas dont je parle. Il est inutile à mon avis que je les expose en détail, car ils seront soulevés sans doute lors de la discussion et vous désirerez peut-être me poser des questions là-dessus.

Je crois, monsieur le président, que je n'ai pas besoin d'en dire plus long à présent, quant aux déclarations d'ordre général, mais si les membres ont des questions à me poser, je suis à leur disposition et si je ne peux répondre aux questions lors de la présente séance, je serai heureux, je le répète, d'étudier celles qui sont posées et d'essayer d'y répondre à la prochaine séance.